



C.J.R.¹



Centre pour la Justice et la Réconciliation
Center for justice and reconciliation

Tél: +243818153407 E-mail: cjr.rdc@gmail.com

N°57, avenue Mwepu, Lubumbashi, République Démocratique du Congo

Rapport préliminaire sur la situation des droits de l'homme au Nord Katanga.

JUILLET 2012

¹ Association membre de la Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle, CCJT, de la coalition nationale pour la cour pénale internationale, CN-CPI/RDC, de la plate forme pour la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, DESC/RDC et du Réseau pour la Réformes des Services de Sécurité et la Justice, RRSSJ.

1. CONTEXTE

Le Nord Katanga a été pendant longtemps, le théâtre de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises sur la population civile par les miliciens Maï Maï et les troupes gouvernementales, les FARDC.

En effet, pendant la guerre d'occupation de 1998, en vue de contrer l'avancée des rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD/Goma soutenu par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, le feu Président de la République Laurent Désiré Kabila avait créé au mois d'octobre 1998, les Forces d'Autodéfense Populaire, FAP en sigle. Ces forces étaient une structure paramilitaire constituée des civils volontaires. Plusieurs jeunes se sont fait enrôler au sein des FAP en vue de défendre la Nation contre l'occupation étrangère. C'est ainsi que lors de la reprise des hostilités en 2000, dans les Districts du Tanganyika (Kalemie, Manono), du Haut Katanga (Mitwaba et Pweto), du Haut Lomami (Malemba-N'kulu, Bukama), les FAP étaient dans les bonnes grâces du pouvoir et ont ainsi bénéficié d'une assistance financière et logistique qui leur a permis d'arrêter la progression du RCD/Goma sur la rive gauche du fleuve Congo dans le territoire de Manono empêchant ainsi que la cité de Ankoro dans le territoire de Manono et le territoire de Malemba-N'kulu soient atteints par la guerre.

Après les négociations politiques entre les belligérants qui ont abouti à la signature de l'accord global et inclusif, la guerre a pris fin, les FAP ont été abandonnées à leur triste sort mais avec armes et munitions. Ayant été abandonné, les FAP sous la conduite de leurs chefs se sont transformées en milices contre le pouvoir en place et se sont mises à commettre des exactions contre la population civile, (meurtres, pillages, incendies, viols, actes de cannibalisme etc. .). La lutte de leadership et la soif du pouvoir, entraîneront des scissions des FAP qui s'identifiaient désormais chacun à des seigneurs de guerre bien spécifiques. C'est ainsi, qu'il y en aura plusieurs qui sèmeront la terreur et la désolation dans les villages

qu'ils contrôlaient et dirigeaient administrativement. C'est le cas de Ngwena connu sous le surnom de TSHINJA TSHINJA du fait de sa cruauté dans le territoire de Kabongo, BAKANDA BAKOKA, Gédéon KYUNGU MUTANGA dans l'axe Mitwaba-Manono-Pweto, MAKABE KALENGA NGWELE, NVUENDE, etc. Les autorités provinciales et nationales envoyèrent des nombreuses délégations pour faire la paix avec les Maï Maï en 2002 et 2003, mais il s'avère difficile de désarmer ces derniers du fait qu'ils étaient réticents à leur intégration dans l'armée nationale, laquelle pourrait les déployer en dehors des régions où ils régnaient en maîtres absolus. En outre, avec un niveau de formation et d'entraînement quasiment nul, ils risquaient d'être marginalisés.

Le 15 septembre 2004, l'ancien Gouverneur de la province du Katanga, Dr urbain KISULA NGOY, organisa à Kamina une table ronde sur la paix au Nord Katanga. Cette Table ronde avait réunie outre les autorités politico administrative, les Maï Maï, les chefs traditionnels du nord Katanga et la société civile. Cependant, craignant d'être arrêtés, les leaders Maï Maï les plus redoutés et les plus cruelles refusèrent d'y participer, envoyant seulement leurs représentants, voire une simple lettre. D'autre part et comme on pouvait s'y attendre, les résolutions de la dite table ronde sont restées lettre morte. Par la suite, les relations avec le Gouverneur se sont rapidement détériorées, lorsqu'il a rejeté les exigences que les chefs des miliciens avaient posées et qui se résumaient en une reconnaissance de leurs grade dans l'armée pour certains et pour d'autres des nominations à certains postes dans la fonction publique. Pour les démobilisés une subvention. Par ailleurs, les autorités n'ont pas utilisé tout le pouvoir en leur possession pour déloger les rebelles de leur base.

Par ailleurs, Il est de notoriété publique que le Général John NUMBI, ancien Inspecteur Général de la Police Nationale Congolaise aujourd'hui suspendu de ses fonctions à cause de l'assassinat de Floribert CHEBEYA et de fidèle BAZANA , était au centre de l'approvisionnement d'armes et des munitions aux rebelles du nord Katanga à partir de l'aéroport

de Lubumbashi et ce jusqu'au mois de mai 2004. Ceux-ci, ne voyant aucun avantage à la démobilisation, et en l'absence d'une force les contraignant à le faire, ont continué à maltraiter la population. Par la suite, malgré la campagne très médiatisée et controversée du Pasteur Daniel Ngoy Mulunda, baptisée opération vélo contre arme, à travers son ONG dénommée PAREC, le Nord Katanga restera une zone de conflits et de nombreux Maï Maï dont principalement Gédéon KYUNGU MUTANGA et ses troupes ne désarmèrent pas et continuèrent ainsi à semer la terreur et la désolation sur la population civile.

Avant la tenue des élections législatives et présidentielles de 2006, l'armée gouvernementale lança des opérations militaires en novembre 2005 au Nord Katanga afin de pacifier cette partie de la Province du Katanga. Coincés de toutes parts, traqués par ses anciens alliés les FARDC, Gédéon KYUNGU MUTANGA et ses troupes se rendirent en mai 2006 à la MONUC. Entre-temps, tous ces affrontements avaient occasionné de nombreux déplacements des populations. Plus ou moins 160.000 personnes avaient fuit les combats et avaient abandonné leurs habitations. Plusieurs camps de déplacés les accueillirent à Pweto 10.000 personnes, autour du lac Upemba 35.000, à Mitwaba 25.000 et à Dubié 16.000.

2. INTRODUCTION

Les Territoires de Mitwaba et Manono, situés au nord de la Province du Katanga, respectivement dans le District du Haut Katanga et du Tanganyika sont victimes de la rébellion orchestrée par le Maï-maï de Gédéon Kyungu Mutanga depuis son évasion de la prison de la Kasapa.

Pour rappel, Gédéon Kyungu a été poursuivi par le Tribunal militaire de garnison du Haut Katanga, sous RP 0182/09, et condamné, en date du 05 mars 2009, à la peine de mort, pour crimes contre l'humanité (tueries, incendies, viols...) commis dans les territoires de Mitwaba, Manono et Malemba, communément appelé « Triangle de la mort ». Il s'est évadé spectaculairement de la prison de Kasapa le 07 septembre 2011 aux environs de 12H00. IL a repris avec ses exactions contre la population civile dans le Nord/Katanga. Selon les différents témoignages recueillis par nos enquêteurs auprès des déplacés notamment, après son évasion spectaculaire de la prison Kasapa Gédéon KYUNGU MUTANGA, s'est réfugié pendant près d'un mois dans la ferme d'une ancienne autorité policière aux environs de la ville de Lubumbashi où il a été approvisionné en armes et munitions avant de recommencer à commettre les exactions sur la population civile de ces deux territoires. Depuis que les hostilités ont repris dans les territoires de Mitwaba et Manono, Gédéon Kyungu et ses lieutenants ont créé une situation humanitaire déplorable qui a contraint aux FARDC d'intervenir pour traquer ce mouvement. Les opérations de traque ont fait que plusieurs familles se déplacent et beaucoup d'entre elles ont été victime de pillage, incendies de maison, tuerie, viol, extorsion, etc.

Le dernier affrontement entre les Forces gouvernementales (FARDC) et la troupe de Gédéon date du 1^{er} juillet 2012 à l'occasion de laquelle plusieurs violation des droits de l'homme ont été commises tant par les FARDC que par les Maï-maï.

Les territoires de Mitwaba et de Manono sont à la fois parmi les zones de conflit et de retour où des graves violations des droits de l'homme sont monnaie courante et dans lesquels il ya plusieurs déplacés qui fuient les exactions qui sont commises à la fois par les FARDC et les Maï Maï. C'est pour cette raison que le Centre pour la Justice et la Réconciliation, CJR en sigle y a dépêché une mission d'enquête à cause des hostilités qui ont été causé par le retour de Gédéon KYUNGU MUTANGA dans ces zones après son évasion de la prison de Kasapa. L'équipe d'enquête avait pour mission de faire un monitoring des violations des droits de l'homme et du droits international humanitaires qui y ont été commises à la suite du

retour de Gédéon KYUNGU MUTANGA dans cette partie de la province du KATANGA.

Mais, suite à la situation sécuritaire très incertaine dans ces deux territoires, les enquêteurs du C.J.R. n'ont pas pu accéder à certains endroits où des graves violations des droits de l'homme ont été commises contre la population civile tant par les combattants de Gédéon KYUNGU MUTANGA que par les FARDC.

3. SITUATION GEOGRAPHIQUE MITWABA, MANONO

A. APERÇU GENERAL SUR LE TERRITOIRE DE MITWABA

Le territoire de Mitwaba couvre 25.182 km² et est situé à 466 km au nord de Lubumbashi le chef lieu de la Province du Katanga. Mitwaba compte 189.633 habitants avec une densité moyenne de 7,32 km². Il partage les frontières avec les territoires de Pweto à l'Est, Malemba Nkulu à l'Ouest, Manono au Nord-Est, Lubudi au sud et Kasenga au Sud-est. Le territoire est composé de plusieurs localités dont Mwema, Kintya, Kisele, Kyubo, Konga, etc. lesquelles ont été l'objet des affrontements entre Les FARDC et les Maï Maï dirigé par Gédéon KYUNGU MUTANGA, de même que des attaques organisées de ces derniers qui avaient l'habitude, « en représailles », de piller, incendier les villages accusés d'avoir pactisé avec les troupes gouvernementales. Dans leur politique de terreur, beaucoup des chefs traditionnels ont été systématiquement et sommairement exécutés par les Maï Maï de Gédéon Mutanga, leurs corps mutilés et leur chair mangée. Tels sont les cas du Chef coutumier Musumadi, du Grand Chef Katolo, etc. Les Maï Maï ont cherché à imposer leur autorité au Katanga central en prenant pour cible et tuant des chefs locaux, leurs proches et d'autres personnes représentant l'autorité de l'Etat ou coutumière.

Entre juillet 2002 et mars 2006, les combattants Maï Maï ont tué plus ou moins quarante chefs locaux et représentants de l'Etat

dans de nombreuses localités. Le territoire de Mitwaba, bien que situé à seulement 466 km de Lubumbashi, a été longtemps enclavé. La plupart de ses routes le reliant aux grands centres urbains et autres localités (Likasi, Bunkeya, Malemba-Nkulu, Manono, etc.) étaient impraticables, Ainsi, pour s'approvisionner en produits de première nécessité et pharmaceutiques, à partir des centres urbains, la population utilisait des vélos poussés par des convoyeurs qui parcouraient des centaines de kilomètres et ce pendant plusieurs jours ou semaines en passant la nuit à la belle étoile. Il en était de même des malades et femmes enceintes des autres localités (Mumbolo, Kibundji, Mwema, Kisele, Kampangwe, Kasungeji, etc.) qui étaient obligés d'être transportés sur des vélos pour être acheminés à Mitwaba-centre, chef-lieu du territoire de Mitwaba, où il existe un centre hospitalier, et une maternité assez viable. La situation de la sécurité alimentaire dans le territoire de Mitwaba a été longtemps (surtout pendant la période entre 2003 à 2006) restée critique durant toute l'année 2006 car les violences armées ont été la cause de la non production agricole et alimentaire sur deux campagnes agricoles, entraînant la disparition des cultures sensibles comme le maïs et le haricot et les cultures vivrières de base.

La reddition de Gédéon en mai 2006 a encouragé les populations à retourner timidement aux travaux champêtres. Pour le moment la situation s'est beaucoup améliorée ; les routes de déserte agricoles ont été aménagées, une société de télécommunication a installé une antenne qui a ainsi désenclavé ce territoire qui est resté longtemps inaccessible par téléphone.

B. APERÇU GENERAL SUR LE TERRITOIRE DE MANONO

Manono est l'un des six Territoires qui composent le District de Tanganyika. Il est limité au Nord par le Territoire de Kabalo, au Sud par les Territoires de Mitwaba et Pweto, à l'Est par le Territoire de Moba et à l'ouest par le Territoire de Kabongo. Il est situé à plus

au moins 470 Km au Sud -Ouest de Kalemie avec une population estimée à 360.000 âmes pour une superficie de 36.000 Km².

4. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS CES TERRITOIRES

Ces Territoires connaissent depuis le mois d'octobre 2012, des déplacements de populations, dus aux opérations militaires résultants des affrontements entre l'armée gouvernementale et les milices appartenant au chef de guerre, Gédéon KYUNGU MUTANGA. Après l'accrochage qui a opposé le 19 mars les éléments des FARDC aux Mai Mai du groupe Gédéon KYUNGU MUTANGA dans les environs du village Kiambi dans le territoire de Manono, à plus ou moins 180 km au Sud du territoire de Nyunzu, le nombre des personnes déplacées présentes dans le territoire de Manono a sensiblement augmenté. En effet, selon le recoupement de nos enquêtes, le nombre des déplacés dans le triangle Manono- Mitwaba - Nyunzu était de 11.832 personnes soit 2357 ménages identifiées à Kaza Mukulu à plus ou moins 20 km de Nyunzu, Luwazi à plus ou moins 35 km, Bibwebwe à plus ou moins 18 km de Nyunzu dans le groupement Ngoy et sur l'axe Malemba-Mukenza, au sud de Nyunzu au mois de mars 2012. Ces personnes déplacées sont dans une situation précaire sans aucune assistance. Mais depuis lors plusieurs opérations militaires ont eu lieu et ont de ce fait augmentés le nombre des déplacés.

Selon les chiffres provisoires, plus ou moins 20.570 personnes déplacées sont présents dans 26 villages du territoire de Manono. Nos enquêteurs ont cependant conclu que les chiffres des déplacés présents dans le territoire de Manono sont en réalité au delà de ceux avancés, car aucun recensement n'a encore été organisé couvrant ainsi toute la zone touchée par les mouvements des populations. En dehors de l'appui en santé assuré par Médecins Sans Frontière, les personnes déplacées du territoire de Manono restent sans aucune assistance. C'est dans ce cadre qu'une mission Inter Agence d'évaluation des besoins humanitaires dans différents secteurs, était descendue du 19 Avril au 24 avril 2012, dans le Territoire de Manono. La population vit principalement de l'agriculture et de l'exploitation artisanale de la cassitérite, du coltan ainsi que d'autres minerais.

Les recoupements de nos enquêtes nous renseignent que le 04 Décembre 2011, des affrontements entre les FARDC et les mai-mai du seigneur de guerre Gédéon Kyungu Mutanga ont été observés à Kisele dans le territoire de Mitwaba. Ces affrontements ont provoqué un déplacement massif de la population et des violations massives des droits de l'homme.

La situation s'est empirée le 11 avril 2012 lorsque le Quartier Général des FARDC de Mitwaba a été attaqué par des mai-mai. Cette attaque a amplifiée un mouvement massif de toute la population de la cité de Mitwaba vers les villages environnants et les territoires voisins. Cette situation a été à la base des graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les FARDC après avoir repris la situation en main ont commis des graves violations des droits de l'homme sur la population civile l'accusant d'être de mèche avec les miliciens de Gédéon KYUNGU MUTANGA. Les enquêteurs du CJR ont récolté plusieurs cas de violations des droits de l'homme tel les viols, le pillage des biens, les meurtres, les traitements inhumains et dégradants etc.

a) Territoire de Mitwaba

L'insécurité que connaît le territoire de Mitwaba est caractérisée par les tracasseries militaires multiformes que les éléments des Forces Armées Congolaises et les Maï Maï font subir à la population civile. En effet, les témoignages des victimes nous renseignent que les militaires des Forces Armées Congolaises du bataillon opérationnel déployés à Kisele, une localité du territoire de Mitwaba, pillent les villages, rançonnent et torturent la population civile qu'ils considèrent ou soupçonnent comme Maï-Maï ou en intelligence avec ces derniers.

Indignés par les sévices que les éléments FARDC font subir aux autochtones, les anciens Maï-Maï incorporés au sein des Forces Armées, avaient conspirés avec les Maï-maï actifs du seigneur de guerre Gédéon KYUNGU MUTANGA en leur facilitant de s'infiltrer dans la cité de Mitwaba. Cette infiltration dont l'objectif était de s'emparer du dépôt d'armes afin de s'approvisionner en armes et munitions, a coûté la vie à un Lieutenant-colonel, ses deux gardes du corps ainsi qu'à un autre soldat parmi ceux qui étaient de faction au dit dépôt en date du 11 avril 2012 aux environs de 05h00' du matin.

Humiliés par les Maï-Maï et mécontent du manque de collaboration affichée de la population civile qui se justifie par les exactions subies des éléments FARDC, les militaires ont adopté un esprit de méfiance et de vengeance à l'égard de la population qu'ils traquent sans merci loin de Mitwaba jusque dans leurs villages d'origine.

L'on observe aujourd'hui un calme relatif à cause du fait que les Maï-Maï se sont regroupé dans la localité MUPANGA à plus au moins 35 Km de la cité de Mitwaba où ils seraient entrain d'attendre les négociations avec le gouvernement pour déposer les armes par l'entremise de la MONUSCO. Une mission de la MONUSCO a effectué une mission d'évaluation de la situation sécuritaire à Mitwaba avant de rencontrer les Maï Maï et entendre les conditions que ces derniers vont poser pour leur reddition. Les Maï Maï demandent que les négociations pour leur reddition soient conduites par la MONUSCO, mais ils redoutent que la MONUSCO puisse les livrer à la justice comme c'était le cas en 2004 avec Gédéon KYUNGU MUTANGA.

Il est important de signaler que la circulation des personnes dans cette partie du territoire n'est pas entravée par la présence des ces miliciens toutefois ils ne supportent pas la présence des agents de l'administration publique ainsi que des hommes en uniforme (FARDC-PNC). A ce jours les statistiques des déplacés dans le territoire de Mitwaba se présente de la manière suivante : Village KABOLA : 4.440 personnes, Village KASONGO MWANA : 10.470 personnes, Village MUMPULU : 20.955 personnes, Village LUKONA : 6.045 personnes, Village DUBIE : 6.320 personnes, Village Kasungeshi : 18.935 personnes et Mitwaba centre : 8.700 personnes. A ce jour certains déplacés, dans la recherches des contrées beaucoup plus sécurisantes sont arrivés jusqu' à Kyubo où l'on dénombre 1456 personnes dont 259 hommes,264 femmes, 933 enfants pour 276 ménages ; à Bunkeya 995 personnes dont 73 hommes,116 femmes ,806 enfants pour 199 ménages ; à Lwambo 1501 personnes dont 195

hommes,202 femmes,1104 enfants pour 300 ménages ; à Likasi 74 personnes dont 22 hommes, 11 femmes,41 enfants pour 20 ménages.

Soulignons d'une part que les chiffres que nous avons donné ci haut ne concernent que les villages qui ont une grande concentration des déplacés et d'autre part que les statistiques sont très volatiles et dynamiques en raison du déplacement constant de la population d'un village à l'autre suite à l'insécurité créée par les FARDC et les Maï-Maï. Ce fait explique aussi la précarité matérielle de la population qui est obligé à tout moment de se déplacer dans des zones plus sécurisée.

Quelque cas de violations des droits de l'homme

Les 02/07/2012, Messieurs Lunfwa BATOLOLE, Masenga MASENGO, KYUNGU Didos, Muyombi NGWELE, Mwilambwe KAPOTO, Mutombo MUYOMBI tous habitant le village Dilenge et Messieurs Mushimi KISIMBA et Kazadi MUJINGA habitant le village Kasungeji ont été arrêté par les FARDC. Ils ont été accusés d'avoir d'aider les Maï Maï à attaquer la cité de Mitwaba le 01/07/2012. Le 16/07/2012 ils ont tous été tués par les FARDC. Les militaires qui ont commis ce crime ont été arrêtés et acheminé à LUBUMBASHI. Ils sont à la disposition de l'auditorat militaire en attendant qu'ils soient jugés.

Parmi les déplacés qui sont arrivés à Lwambo, 102 femmes ont été victimes de viol lors des différents affrontements qu'il ya eu lieu entre les FARDC et les Maï Maï dans le territoire de MITWABA. Ces viols ont été commis par les Maï Maï et les FARDC.

b) Territoire de Manono

Manono, territoire d'accueil de la population déplacée de Mitwaba, n'a pas été épargné par les exactions des éléments FARDC et des Maï Maï. D'après les recoupements de nos enquêtes, les Maï-Maï du seigneur de guerre Gédéon KYUNGU MUTANGA ainsi que les militaires du bataillon autonome de Manono vivaient paisiblement avec la population civile. Et pour mieux illustrer cette cohabitation pacifique, le commandant second de

la 6^{ème} région militaire a été dépêché à Manono pour sensibiliser la population afin qu'elle dénonce les ennemis de la République. Sensibilisée, la population de Manono a dénoncé le commandant affecté à Shamwana comme ayant pactisé avec les forces négatives et sept personnes ont été arrêtés parce que soupçonnées d'être des Maï-Maï. Pour montrer leur bravoure, les militaires venus en renfort au bataillon de Manono, ont incendié le Camp de Gédéon KYUNGU MUTANGA se trouvant dans les montagnes de Kabala.

Cet acte des FARDC a été qualifié de provocation par la population qui craignait des représailles de la milice de Gédéon KYUNGU MUTANGA. L'inattendu est arrivé un mois plus tard lorsque Gédéon a attaqué Manono. C'est au cours de ces affrontements que plusieurs violations des droits de l'homme ont été commises et ; le commandant en place et un militaire furent tués bien que la situation a été maîtrisée et récupérée par les FARDC.

Pour prévenir des éventuelles attaques Maï-Maï, le commandement du bataillon basé à Shamwana dans le territoire de Manono a motivé les militaires en leur donnant une ration chaque fois qu'ils allaient en patrouille. Se sentant discriminés, les éléments du bataillon de Manono ont décidé de faire payer le lourd tribut à la population civile en pillant les biens de la population dans les maisons et les champs : Argent, poules, chèvres, ustensiles de cuisine, maïs, manioc, et autres objets de valeur.

Après avoir systématiquement dépouillé la population du groupement Nyembwa-Nkunda, ils se sont rendus dans les villages environnants, dans les groupements de Kalamata, Kahongo et Kientu où ils ont reproduit les mêmes actes à l'égard des déplacés et des familles d'accueil.

Dans la cité de Manono, ils opèrent à la faveur de la nuit tombante. Notons que la cité de Manono enregistre plus ou moins cinq cas de vol à mains armées chaque nuit.

La situation sécuritaire du territoire de Manono est relativement calme, mais reste très volatile et imprévisible surtout dans sa partie Sud-Est (Shamwana et villages environnants), en raison de la présence des éléments Mai- Mai de Gédéon dans le village Konkole et ses environs, la prolifération des armes à feu, la présence des mines ainsi que la militarisation de la contrée par les FARDC. Ces facteurs sont à la base des plusieurs graves violations des droits de l'homme qui sont commises systématiquement.

Après les affrontements du 29 /02/2012 et du 11/03/2012 entre les éléments FARDC et les Mai-Mai de Gédéon KYUNGU MUTANGA, spécialement dans la Zone située entre la localité de Mpyana et Shamwana, des mouvements des populations ont été observés dans le Territoire de Manono.

Des milliers des personnes ont fuit pour trouver refuge dans des villages voisins et en brousse. Aussi, la forte militarisation de la zone et les activités du groupe Mai- Mai de Gédéon, ont conduit au retour de la violence dans cette zone où les civiles font continuellement l'objet des graves violations des droits de l'homme. Les conditions de vie des déplacés ne cessent de se dégrader du fait de l'enclavement de la zone où ils se sont installés. Le délabrement du tissu socio économique des familles et la perte des récoltes vient de compliquer la vie, déjà très difficiles.

La présence très remarquée des éléments Mai- Mai de Gédéon dans les territoires de Mitwaba et Manono et les territoires frontaliers du Sud-est. La prolifération des armes de guerre qui remonte de la période des guerres de rébellion en RDC (1998-2004), période au cours de la quelle le pouvoir avait distribuée des armes à la population dans le cadre des forces d'auto – défense populaire (FAP). La présence des mines non encore déminées depuis les guerres de rébellion ne facilitent pas la vie aux milliers des déplacés et même des populations autochtone.

Les affrontements du 29 février et du 13 mars 2012 ont entraîné des mouvements de la population fuyant les villages. Les personnes déplacées après avoir effectué un premier mouvement dans les villages où ils ont été enregistrés, ont par la suite été forcées de faire un deuxième déplacement. Ils ne sont pas regroupés dans des campements bien identifiés plutôt ; ils sont soit dans les familles d'accueil réparties dans plusieurs villages, soit réfugiés dans leurs champs avec des voies d'accès difficilement franchissables.

La population n'a pas confiance aux FARDC, elle préfère vivre avec les Mai- Mai qui, selon elle, ne les tracassent pas. Les FARDC ont déployé dans la Zone deux bataillons de plus au moins 900 éléments. La

PNC dispose d'une compagnie de plus au moins 150 hommes, effectif très insignifiant par rapport à la dimension du territoire. Dans certaines localités, il n'y a pas la présence des policiers. L'Agence Nationale de renseignement (ANR) y est également présente. Il y a aussi la présence d'un auditorat militaire à Manono.

Suite à la prolifération des armes à feu dans toute cette Zone, il y a risque que la plus part des jeunes se rallient aux Mai -Mai pour se protéger contre les menaces FARDC qui considèrent que tout jeune est Mai- Mai. La présence à la tête du bataillon FARDC de Shamwana du Major Willy Makombo, ex. rebelle RCD et CNDP de Laurent NKUNDA, n'encourage pas les populations de regagner leurs villages suite à l'antipathie qu'ont les populations de Manono contre les militaires considérée comme criminels et suite aux massacres perpétrés par ces derniers pendant la guerre de 1998.

Les statistiques des déplacés à ce jour se présente comme suite : village MPIANA 3449 personnes, village MUYELA 710 personnes, village KIBANDU 618, village LUSONDE 1084, village TWITE 408, village MULUNGANDU 205, village NKONDE 632, village KAHEZYA 601 personnes, village JERUSALEM I 379 personnes, village KANTEBA 124 personnes, village KIFIKWA 196 personnes, village INAMWANA 391 personnes, village MUSOVOY centre 82 personnes, village SAMBA 57 personnes, village MANDE 82 personnes, village KALAUKA 119 personnes pour un total de 9148 personnes.

Tous les villages situés au delà du village Lenge jusqu'à Mpyana, sont vidées des populations. Les éléments FARDC commis sur la ligne des fronts, occupent les maisons de cette population, ce qui ne facilite pas le mouvement de retour.

Plusieurs cas de viols collectifs commis sur les femmes et filles dans le village de Shamwana, près de 50 femmes et une vingtaine des filles ont été séparés pendant deux jours de leurs maris et parents par les FARDC pour servir d'esclaves sexuels.

Selon des témoignages des déplacés, les affrontements qui ont eu lieu le 29 février 2012 à 10h00, alors que tout le monde vaquait à ses occupations ont favorisé la séparation des plusieurs familles et ainsi plusieurs enfants se sont retrouvés seuls sans aucun membres de leur famille. C'est ainsi que 4 enfants non accompagnés, ont été retrouvés à MPIANA, sous la garde des amis à leurs parents.

Recrutement des enfants dans les forces et groupes armés

Les informations concordantes nous renseignent que les enfants ont été recrutés de force dans les rangs de Mai-Mai. A ce stade, il est impossible de déterminer le nombre car la situation sécuritaire n'a pas permis à nos enquêteurs d'arriver à certains endroits notamment dans les camps des Mai-Mai. Toute fois, selon les déclarations de certains déplacés, près de 30 % des effectifs des Mai-Mai est constituée des enfants.

5. RECOMMANDATIONS

Au Gouvernement congolais

- Renforcer les effectifs des FARDC dans les zones opérationnelles de Mitwaba et de Manono et leurs doter des équipements qui vont leur permettre de mettre fin à la rébellion dans le Nord du Katanga ;
- Fournir une assistance humanitaire aux déplacés qui vivent dans des conditions catastrophiques ;

A la Cour Pénale Internationale

- D'initier des enquêtes sur les crimes internationaux commis dans le Nord Katanga ;

6. CONCLUSION

Depuis le début du conflit qui oppose les FARDC et les Maï-Maï du seigneur de guerre Gédéon KYUNGU MUTANGA intervenus dans les territoires de Mitwaba et de Manono, plusieurs violations des droits humains a été commises .Ces violations des droits de l'homme sont l'œuvre aussi bien des FARDC que des miliciens Maï Maï.

Cette situation s'est amplifiée avec les attaques récurrentes des Maï-Maï qui engendrent l'exode massif des populations de Mitwaba et de Manono, l'insécurité caractérisée par les tracasseries multiformes infligées aux populations civiles par les éléments des FARDC et une crise humanitaire et sanitaire aigue suite au déplacement de la population de village en village pour la recherche de la sécurité.

Ce rapport préliminaire n'a pas la prétention d'avoir fait un inventaire complet des toutes les violations des droits de l'homme commises dans ces territoires. Les enquêteurs n'ont pas accéder à certains endroits à cause d'une part de l'insécurité et d'autres part des moyens très limité dont ils disposé pour effectuer cette mission.

Il s'avère donc impérieux de diligenter d'autres missions d'enquête pour approfondir les recherches sur les violations massives et multiformes des droits humains commis dans les territoires susmentionnés.